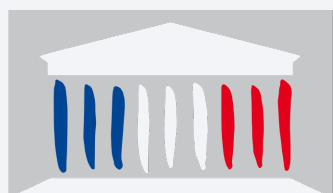


Comprendre le BUDGET de l'État



**Edition
2022**



ASSEMBLÉE
NATIONALE

Blandine Brocard

Députée de la 5e circonscription du Rhône

Pourquoi ce document ?



Chaque année, d'octobre à décembre, l'Assemblée nationale concentre son travail sur les lois de finances : **les députés débattent et votent les recettes et les dépenses de l'État.**

Les **lois de finances concernent tous les Français** : elles définissent le cadre des **impôts** et des **taxes qu'ils paient** et déterminent les **moyens alloués aux politiques publiques de leur quotidien** (éducation, justice, emploi, solidarités, sécurité, environnement, etc.).

Attentive à ce que l'action publique soit transparente et compréhensible, j'ai souhaité rendre accessibles les concepts associés au budget de l'État avec cette nouvelle édition du document « Comprendre le budget de l'État ». Sa lecture apporte les réponses aux questions suivantes :

- Quelles sont les **recettes** de l'État, les **impôts** et les **taxes** payées par les Français ?
- À quoi correspondent le **déficit** et la **dette** ?
- Quelles sont les **principales politiques publiques** financées par l'État ?

Les chiffres présentés dans ce document sont issus des **données publiques** du Ministère des comptes publics.

Se voulant **pédagogique** et **accessible**, le document se concentre sur les **principaux concepts**, sans entrer dans le détail de la comptabilité publique.

J'espère qu'il vous aidera à mieux comprendre quels sont **les revenus de l'État et ce qu'il en fait**. Je souhaite également que ce document soit un éclairage utile du **modèle de solidarité à la française où la richesse nationale permet une redistribution** par des politiques publiques financées au moyen des impôts et des taxes.

Bonne lecture !

Maudine Procard.

D'où vient l'argent de l'État ?

311 Md€

de recettes en 2022

Avec les impôts et les taxes, l'État dispose de recettes qui s'élèvent chaque année à plus ou moins 300 Milliards d'Euros. C'est la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) qui rapporte le plus d'argent. Arrive ensuite l'impôt sur le revenu puis l'impôt sur les sociétés.

2013	313
2014	298
2015	293
2016	303
2017	307
2018	300
2019	287
2020	307
2021	279
2022	311

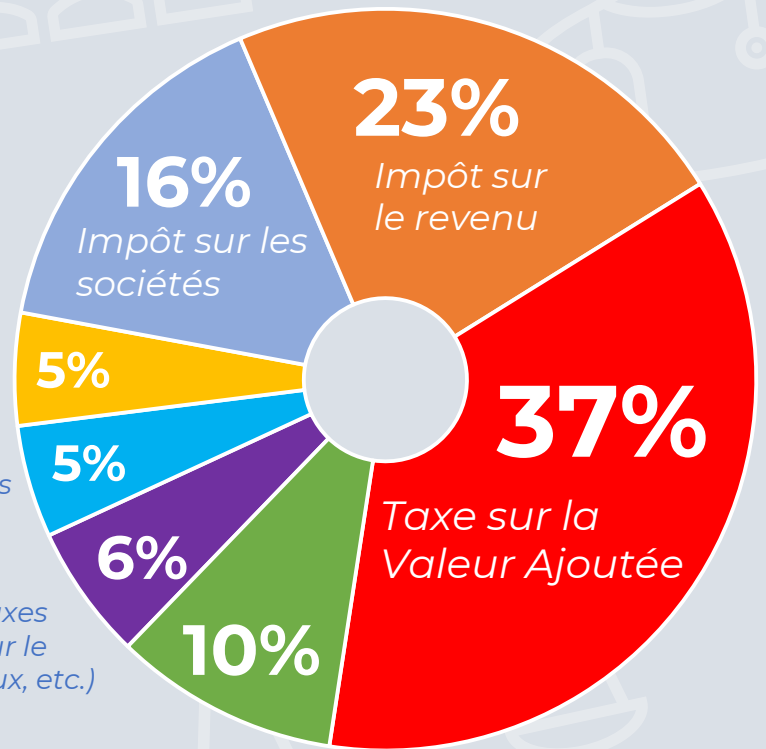
Moyenne : 300

Taxes Intérieure de Consommation sur les Produits Énergétiques

Recettes non-fiscales

Impôt directs et taxes assimilées (taxe sur le tabac, les spiritueux, etc.)

Contributions et taxes indirectes (timbres, successions, etc.)



Evolution des recettes de l'État depuis 2013 en Milliards d'Euros

Qui paye ces impôts et ces taxes ?

La **TVA**, créée en 1954, s'applique sur le prix de vente des biens et des services. Elle est **payée par tous les consommateurs**.

200 € de TVA en moyenne par Français et par mois



TVA normale
20%



TVA intermédiaire
10%



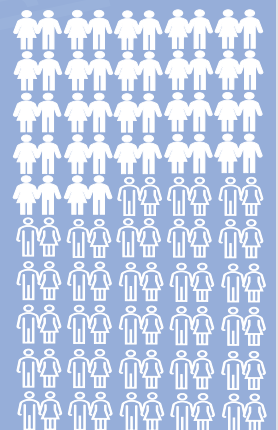
TVA réduite
5,5%



TVA super réduite
2,1%

L'**impôt sur le revenu** est calculé à partir des salaires et revenus des ménages. Il est progressif : son barème comporte plusieurs tranches dont le taux d'imposition varie de 0 à 45 %.

44 % des ménages français sont imposables



L'**impôt sur les sociétés** est payé par les entreprises. Il est calculé à partir du montant de leurs bénéfices.

50 % des entreprises déclarent des bénéfices et payent l'impôt sur les sociétés

Que fait l'État avec cet argent ?

454 Md€

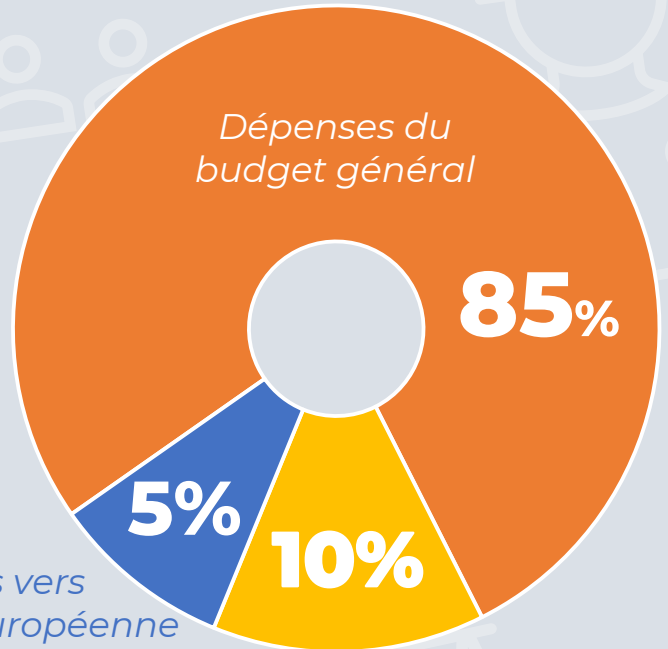
de dépenses en 2022

Avec les recettes des impôts et des taxes, l'État finance les politiques publiques (éducation, défense, justice, emploi, recherche, santé, etc.). Il contribue également au financement de l'Union Européenne et des collectivités territoriales.

2013	384
2014	399
2015	405
2016	418
2017	439
2018	455
2019	476
2020	405
2021	494
2022	454

Moyenne : 432

Evolution des dépenses de l'État depuis 2013 en Milliards d'Euros



Transferts vers l'Union Européenne



Transferts vers les collectivités territoriales



L'État verse une **contribution financière à l'Union Européenne** pour le financement des politiques européennes (politique agricole commune, programme Erasmus+, développement régional, etc.). La mise en œuvre de ces politiques bénéficie, en retour, à la France. **Cette contribution s'élève à 24,5 Milliards d'Euros.**

L'État verse aux **collectivités territoriales** des aides financières dans le cadre de la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF). Il existe d'autres aides financières à destination des collectivités territoriales (DETR, DSIL, etc.). **L'ensemble de ces contributions s'élève à 44 Milliards d'Euros.**



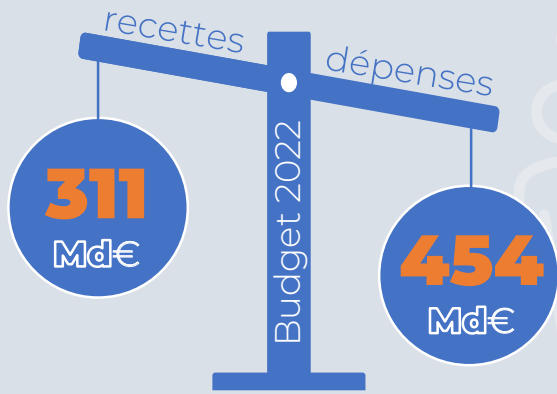
Combien coûtent les députés ?

0,7 €

par Français et par mois

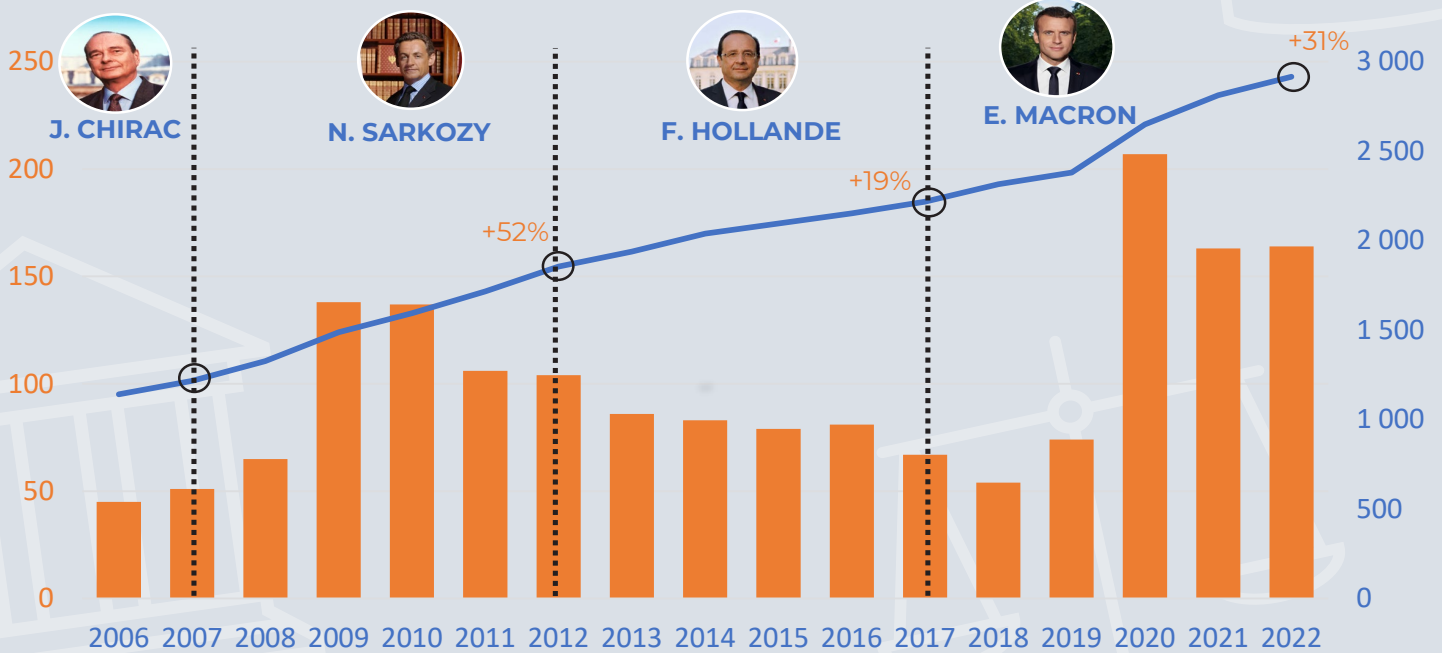
Le budget de l'Assemblée nationale s'élève, en 2022, à **571 millions d'Euros** (soit 0,1 % des dépenses de l'État). Un peu plus de la moitié de ce budget correspond aux charges des députés (indemnités de fonction, salaires des collaborateurs, frais de fonctionnement). Avec un coût mensuel de moins d'un Euro par français pour financer l'ensemble des 577 députés, les dépenses de la démocratie parlementaire restent donc très marginales par rapports aux dépenses de l'État.

Le déficit et la dette



En 2022, quand l'État perçoit 311 Milliards d'Euros de recette, il en dépense 454 Milliards d'Euros. Cet écart contribue à la dette publique qui est l'addition des déficits annuels cumulés par l'État, les collectivités territoriales et la Sécurité sociale. Depuis 1974, l'État est le principal contributeur à la dette publique (80% du montant total). Les collectivités territoriales et la Sécurité Sociale, dont les budgets équilibrent mieux recettes et dépenses (en partie grâce aux transferts réalisés par l'État), se partagent 20% du total de la dette publique.

Evolution du déficit du budget de l'Etat et de la dette publique depuis 2006 en Milliards d'Euros (source : montants consolidés INSEE)



Depuis 2020, une explosion des dépenses en réponse aux crises



Dette Covid-19

424 Md€ représente ce qu'a coûté la pandémie de Covid-19 entre 2020 et 2022. Pour faire face à la pandémie l'État a dû financer le fond de solidarité, le chômage partiel, les tests PCR ou encore les vaccins.



Boucliers inflation

Le rebond économique post-Covid-19, suivi de la crise énergétique, ont obligé l'État à déployer des aides pour faire face à l'inflation.

46 Md€ ont été débloqués, par exemple, pour le bouclier tarifaire afin de limiter la hausse des prix du gaz et de l'électricité.

Est-il normal que l'État s'endette ?

44 000 €

Dette publique par français en 2022

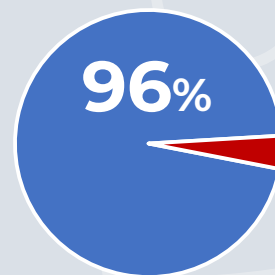
Il est normal que l'État s'endette pour financer des investissements d'avenir ou pour atténuer les effets d'une crise. La France est malheureusement structurellement déficitaire : elle dépense en fonctionnement normal plus qu'elle ne perçoit. Cette situation est dangereuse, le Gouvernement cherche à l'atténuer depuis 2017 au moyen d'importantes réformes.

Les politiques financées par l'État

Avec les recettes qu'il perçoit, l'État finance la mise en œuvre de politiques publiques qui sont **au cœur de la vie quotidienne des Français**. Sur la trentaine de politiques que l'État finance, quatorze représentent près de 96% des montants dépensés.

Les 14 principales politiques financées par l'État

Elles représentent 96% du Budget de l'État



Les pourcentages correspondent à la proportion des crédits affectés à chacune des politiques dans le total des dépenses engagées par l'État. Les symboles ↗ ↘ = traduisent l'évolution des principales dépenses comparées au Budget 2021.

Les autres dépenses publiques

Les dépenses de l'État présentées précédemment, ne sont pas les seules dépenses publiques. Il en existe deux autres : celles des **collectivités territoriales** et celles de santé prise en charge par la **Sécurité sociale**.

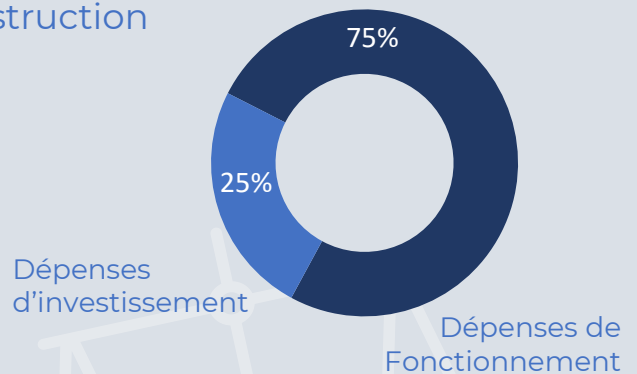


Collectivités territoriales 256 Md€

2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
233	220	216	214	220	223	228	229	237	256

Montants des dépenses en Milliards d'Euros depuis 2013

Les dépenses des collectivités territoriales permettent d'assurer leur bonne marche quotidienne. Elles se divisent en deux parties : celles de **fonctionnement** (charges de personnels, achat de fourniture, prestations de services, etc.) et celles **d'investissement** (construction ou aménagement d'infrastructures, de bâtiments, achat de matériel durable, etc.). L'ensemble de ces dépenses est principalement financé par les taxes locales, les dotations de l'État et l'emprunt.



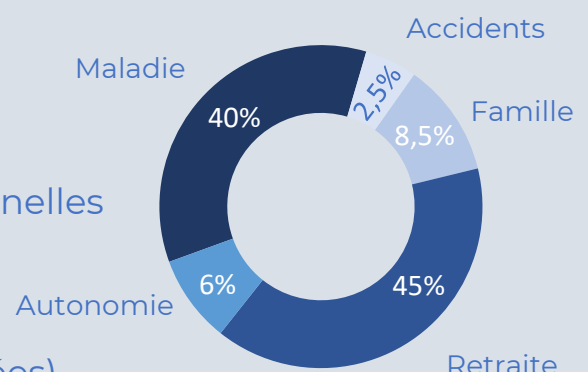
Sécurité sociale 569 Md€

2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
454	473	475	477	488	500	509	537	564	569

Montants des dépenses en Milliards d'Euros depuis 2013

Les dépenses de la Sécurité sociale couvrent l'ensemble de la politique de santé accessible aux français. Elles sont principalement financées par la Contribution Sociales Généralisée (CSG) et par l'emprunt. Les dépenses sont divisées en 5 branches :

- **Famille** (allocations familiales)
- **Maladie** (soins médicaux et hospitaliers)
- **Accidents** de travail et maladies professionnelles
- **Retraite** (pensions du régime général)
- **Autonomie** (personnes âgées et handicapées)





www.blandinebrocard.com

contact@blandinebrocard.com

Tél. : 04 37 40 47 80



Janvier 2023

Source des données utilisées : www.budget.gouv.fr (les données utilisées sont celles du budget prévisionnel)